

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 54

Mercredi 22 octobre 1975

Prix : 1 F

ÉDITORIAL

Contre le chômage, répartir le travail entre tous

QUE peut-on faire contre le chômage ? Faut-il admettre une fois pour toutes qu'il n'y a pas de travail et chercher une solution individuelle à ce mal ?

Non ! les sans-travail peuvent s'organiser. Et dans la lutte contre le chômage ils doivent trouver l'appui de tous ceux qui aujourd'hui ont un emploi, car cette lutte concerne tous les travailleurs. Aucun n'est à l'abri d'une menace de licenciement.

Un groupe de travailleurs en chômage de Martinique a fait la démonstration que l'organisation des chômeurs est chose possible. Ils se sont rendus sur un chantier du Bâtiment où l'on faisait beaucoup d'heures supplémentaires et décidèrent d'imposer au patron l'embauche de nouveaux ouvriers. Ces travailleurs exercèrent une surveillance sur le chantier jusqu'à la fin de la journée de travail normale pour empêcher les heures supplémentaires. Puis ils remirent au patron une liste de travailleurs à embaucher.

Cette initiative n'a pas été couronnée de succès car le patron a réussi à se défilier. Mais l'exemple montre que l'action contre les heures supplémentaires est possible.

Il est possible aussi que les jeunes se regroupent et organisent en permanence la propagande de la lutte contre le chômage, en diffusant des tracts, en collant des affiches et en tâchant d'entraîner le plus grand nombre d'entre eux dans ce type d'actions.

Il est bien entendu nécessaire d'exiger que les mesures en vigueur en France pour aider les chômeurs soient appliquées intégralement aux Antilles.

Mais l'action contre le chômage doit aussi être une des préoccupations principales des syndicats. Ceux-ci ont la possibilité, par une politique correcte, d'établir un lien entre travailleurs en activité et chômeurs.

De par leur situation, les syndicats pourraient exercer la surveillance contre les heures supplémentaires et conduire les travailleurs à répartir le travail entre tous sans diminution de salaire.

L'autre aspect de la lutte à mener contre le chômage, c'est évidemment la lutte contre les licenciements. Les travailleurs en activité sont bien souvent mis en chômage par périodes. C'est par exemple le cas dans le Bâtiment où les patrons débauchent souvent lors des fins de chantier. Dans d'autres cas, c'est le licenciement pur et simple, lors des fermetures de certaines entreprises.

Les travailleurs ont déjà montré qu'ils n'étaient pas décidés à accepter de tels licenciements, lors de la grève de la SEGTA ou de celle du Jardin-Billiard en Martinique. Mais ces luttes sont restées isolées car il n'existe aucune politique d'ensemble des syndicats pour refuser carrément tout licenciement.

Une telle politique d'ensemble est indispensable. Il faut répartir le travail entre tous, sans diminution des salaires. Il faut également :

- Interdire les heures supplémentaires,
- Interdire les licenciements,
- Imposer le contrôle des travailleurs sur l'embauche.

Les travailleurs devront compter avant tout sur leurs propres forces et s'organiser pour mettre ce programme en application. Mais ils devront aussi intervenir dans les syndicats pour contraindre les directions syndicales à sortir de leur passivité.

BÂTIMENT (Martinique)

Heures supplémentaires pour les uns, licenciements pour les autres



La situation dans le Bâtiment en Martinique reste toujours catastrophique et rien ne permet de prévoir une amélioration prochaine.

L'armée de chômeurs dans ce secteur ne cesse de grossir, elle se chiffre à environ 7.000. Et ce n'est pas le nombre dérisoire de logements prévus (500) par le plan de relance qui va résoudre le problème.

Pendant ce temps, le patronat continue d'appliquer sa politique criminelle des heures supplémentaires.

Sur le chantier de la Rivière-Madame à Fort-de-France, les patrons de Dragage obligent les tra-

(Suite page 3)

ESPAGNE

A bas la répression franquiste !

MERCREDI 15 octobre, cinq militants du FRAP soupçonnés d'être les auteurs de l'assassinat d'un policier le 16 septembre dernier ont été arrêtés par la police franquiste.

A l'heure où nous écrivons, nous ignorons si la procédure « sumarismo », procédure militaire expéditive sera appliquée à ces militants.

Néanmoins, on peut tout craindre du régime franquiste qui n'a pas hésité à défilier la protestation internationale en faisant exécuter le 27 septembre dernier cinq militants du FRAP et de l'ETA.

Le régime franquiste s'est établi sur le corps d'un million de victimes d'une guerre civile sanglante. Il s'est maintenu par la répression permanente. Aujourd'hui, les tenants du régime ont quelques raisons de craindre que la mort du vieux dictateur entraîne un tel mouvement d'espoir que tout l'Etat en tremble. Ils savent que le problème de la succession de Franco n'est pas seulement juridique et constitutionnel. Il ne leur suffit pas de prévoir qu'un roi succédera au général mort. Il leur faut par avance tuer

l'espoir, terroriser la classe ouvrière et les minorités nationales opprimées, décimer ceux qui, en combattant, préparent un autre avenir après-franquiste qu'un replâtrage du franquisme.

Mais cet engrenage dans lequel le système franquiste s'est enfermé peut avoir des consé-

quences inverses de celles qu'il espère. Car loin de briser l'opposition au régime, elle peut réveiller les haines et remettre à l'ordre du jour la révolte, révolte de milliers de travailleurs, de petites gens, voire d'intellectuels que ce régime de sang opprime et assassine depuis près de quarante ans.



En Guadeloupe et en Martinique : un bilan désastreux

UNE véritable catastrophe!... c'est en ces termes que tous les syndicats enseignants qualifient cette rentrée 1975, rentrée qui marque un très net recul par rapport aux trois ou quatre années précédentes.

Et ce recul a une cause bien simple : la volonté affirmée du gouvernement colonialiste de faire des économies en réduisant encore les dépenses, déjà nettement insuffisantes, dans le sec-

teur de l'Education. Car dans cette société dirigée par le profit, tout ce qui n'est pas directement rentable, comme l'enseignement public, n'intéresse pas les fidèles représentants de la bourgeoisie qui nous gouvernent.

Mais ce souci d'économiser dépasse cette année tout ce qu'il a pu être les années précédentes : suppression de certaines matières, dites secondaires dans le premier cycle, gonflement des effectifs dans les classes, extension

des heures supplémentaires et suppression de postes pour les enseignants, extension du chômage pour les auxiliaires, etc. De plus, les nouvelles constructions scolaires nécessaires, d'après les normes mêmes du ministère de l'Education (il faudrait, en Martinique, 19 CET au lieu des 7 existants, 8 lycées au lieu des 4 existants, etc.), ne sont pas entreprises. Les élèves s'entassent souvent dans des locaux vétustes et dangereux. Encore ceux-là sont-

ils chanceux, car beaucoup d'élèves se retrouvent à la rue (« la vie active » !) en fin de troisième, faute de place pour les accueillir.

Le personnel de secrétariat et de surveillance qui serait nécessaire à la bonne marche des établissements et à la sécurité des élèves est pratiquement inexistant. En Martinique, sur les 100 postes de surveillants demandés cette année par les chefs d'établissements, 3 seulement ont été

accordés ! En Guadeloupe, la situation est similaire.

Les parents, eux, ont vu arriver cette rentrée avec angoisse, car cela signifie d'énormes frais, que bien des bourses ouvrières ne peuvent se permettre.

Tel est le bilan de cette rentrée. Cela n'empêche pas le recteur Lassalle de déclarer que « cette rentrée sera moins difficile que les précédentes » ! Il a du culot !

Le chômage des enseignants EN MARTINIQUE...

LE plus gros problème qui touche les enseignants est l'insécurité de l'emploi. En effet, seule une très faible majorité d'enseignants titulaires, c'est-à-dire assurés d'avoir un poste. Les autres, une très forte minorité sont auxiliaires, remplaçants ou suppléants, et soumis à la bonne ou mauvaise volonté de l'administration. Le record est battu dans les CET, où il y a en Martinique 70 % de maîtres-auxiliaires (206 sur 296 postes).

Deux semaines après la rentrée, de nombreux auxiliaires, suppléants ou remplaçants attendent encore une affectation, d'autres sont déjà purement et simplement remerciés par les services du vice-rectorat : après plusieurs années de service durant lesquelles on les trouvait indispensables, l'administration se débarrasse ainsi d'eux, considérant qu'elle ne leur doit rien. Ainsi on peut compter en Martinique près de 500 maîtres-auxiliaires, rem-

plaçants ou suppléants sans poste.

Mais tandis que 500 enseignants sont au chômage, l'administration contraint ceux qui travaillent à effectuer des heures supplémentaires...

Cependant certains enseignants ont réagi contre cette politique des heures supplémentaires et obligé l'administration à reculer : en effet, au CEG de Saint-Esprit, le rectorat a dû rapidement créer huit nouveaux postes devant le refus catégorique des enseignants d'effectuer les heures sup-

plémentaires qu'on voulait leur imposer. L'administration sait bien trouver une solution quand on l'y contraint !

Pour aggraver encore la situation, le rectorat mène actuellement une vaste campagne de propagande pour inviter les enseignants déjà en poste à donner également des cours dans les centres de formation professionnelle qui doivent être créés ! Encore une nouvelle manière d'extorquer des heures supplémentaires pour ne pas créer de nouveaux postes. C'est tout simplement un scandale.

cette année, le vice-recteur Bam-buck n'en avait réclamé que soixante-et-un, et il n'en obtint que dix-sept sur place. Trente-trois titulaires furent mutés de France sur ces postes et sur d'autres précédemment occupés par des maîtres auxiliaires ou des remplaçants.

D'autre part, des heures supplémentaires furent systématiquement imposées aux maîtres auxiliaires instituteurs en poste et aux professeurs de l'enseignement général des collèges (PEGC). Il arrive en effet que des PEGC qui ne doivent effectuer que vingt-et-une heures assurent vingt-cinq heures, sans les matières dites « accessoires ». Or en principe ils ne devraient effectuer que dix-huit heures de matières dites « essentielles », et trois heures de matières dites « accessoires » (dessin, musique, travaux manuels, éducation physique).

Cette année, pour la première fois, le chômage des enseignants est apparu comme une réalité. Ainsi, aux milliers de chômeurs qui existent actuellement en Guadeloupe, vient s'ajouter une nouvelle catégorie de chômeurs, ceux qui avec des diplômes scolaires et universitaires ne pourront travailler dans leur pays.

...ET EN GUADELOUPE

PRES de cent quatre-vingts maîtres auxiliaires, de très nombreux instituteurs, suppléants et éventuels se sont retrouvés sans poste ; d'au-

tres se sont vus attribuer de précaires remplacements.

Alors que les besoins pour la Guadeloupe se chiffraient à plus de cent postes supplémentaires,

MARTINIQUE : UNE GRÈVE SUIVIE, UNE ASSEMBLÉE HOULEUSE...

LA grève des enseignants a été, à bien des égards, un succès. En effet, il y a eu 80 % de grévistes lors de la journée du 7 octobre, à l'appel du SNI, du SNES et du SNETAA. Aussi, c'est avec une assistance de trois cents personnes que s'est déroulée l'assemblée générale de la Mutualité de Fort-de-France. Le problème de l'auxiliarat fut mis au centre des débats mais il fut également question de la nomination des titulaires français. De même que le SNETAA (enseignement technique), un certain nombre d'enseignants de la tendance « Lutte de classes » du SNES

étaient favorables à l'arrêt des nominations de Français en Martinique. Le SNI et le SNES, soutenus par les militants du Parti Communiste, clamèrent que la revendication était démagogique. Aussi proposaient-ils « un plan de titularisation des auxiliaires », sans dire un mot de l'arrivée des Français aux Antilles. Se sentant en minorité, les réformistes du SNI et du SNES accumulèrent les manœuvres bureaucratiques, renvoyant le vote des motions à l'après-midi, et annonçant que de toute façon, un vote contraire de l'assemblée générale ne les engageait pas.

C'est ainsi que les directions du SNI et du SNES s'assurèrent un avantage douteux lors du vote

de l'après-midi. En fin de compte c'est une assemblée désabusée qui quittait la salle.

Les réactions en Guadeloupe

LES enseignants des CEG et des CES de Guadeloupe, à l'appel de leurs organisations syndicales (SNES, SNC) ont participé à des journées de grève le 7 et 14 octobre et ont manifesté le 7 dans les rues de Pointe-à-Pitre.

En outre des professeurs du secondaire ont refusé d'assurer

les heures supplémentaires. Ce refus a obligé les autorités académiques à créer soixante-dix-sept postes nouveaux pour les Antilles et la Guyane. Bien sûr ce succès est encore insuffisant car pour la seule Guadeloupe, c'est cent postes qu'il faudrait créer pour couvrir les besoins, mais c'est un premier résultat dû aux actions entreprises.

Pour les parents des sacrifices plus grands

Les parents, qui mettent tant d'espoirs dans les réussites scolaires de leurs enfants, se trouvent confrontés à des problèmes plus tragiques encore cette année. La plupart sont prêts à faire des sacrifices énormes, à grever lourdement le budget familial pour assurer aux enfants tout ce dont ils ont besoin pour étudier. Comment payer le prix exorbitant des livres et de tout le matériel, si ce n'est en réduisant encore la part consacrée

à la nourriture, au logement ou à la santé ?

Car ce n'est pas la misérable aumône de 250 F par enfant à charge, plus les 127 F de prime de rentrée qui couvriront tous ces frais.

De plus, les retards dans le paiement des bourses (dans les CEG par exemple, beaucoup de parents n'ont pas encore touché les bourses du troisième trimestre de l'année dernière) ne font que montrer

le peu d'intérêt du vice-rectorat pour le sort des élèves et de leurs parents.

Cependant les parents protestent et luttent. C'est ainsi qu'au CES du Français en Martinique, ils ont refusé d'envoyer leurs enfants en classe pour contraindre l'administration à rouvrir l'internat en y embauchant les agents nécessaires. Ils y ont réussi, la cantine a rouvert ses portes. C'est un exemple encourageant.

Principales victimes : les élèves

Les élèves sont les principales victimes de la situation dans l'enseignement. Il n'est que de voir les résultats aux examens par rapport à la France : en Martinique, 45 % de succès au BEPC, contre 80 % en France, 40 % au BAC contre 65 % en France. Cette forte proportion d'échec n'est que le résultat de l'enseignement au rabais qui est dispensé aux enfants martiniquais par le colonialisme français.

A la situation générale de misère et de chômage aux Antilles, qui défavorise les jeunes des milieux les plus pauvres, il faut ajouter l'inadaptation criante du contenu même de l'enseignement, qui fait que les élèves ne sont pas intéressés par ce qu'ils apprennent. Cela explique aussi en grande partie les retards scolaires : c'est ainsi que sur 1.000 élèves du cours préparatoire, 26 seulement arrivent en Terminale à l'âge normal... sans compter ceux qui n'y arrivent jamais, ayant été très tôt orientés sur les voies de garage ou renvoyés dans leurs familles faute de place pour les accueillir dans les établissements scolaires.

Cette année, le gouvernement a battu tous les records de cynisme, en annonçant à grand renfort de tambours et trompettes l'ouverture pour cette rentrée de Centres de Formation Professionnelle Continue pour les jeunes de 16 à 20 ans, stages rémunérés à 400 F par mois. De très nombreux jeunes s'y sont inscrits, pleins d'espoir... mais à cette heure on n'a pas encore vu l'ombre d'un seul de ces centres ! De plus, cette année les Centres de Préformation Professionnelle ne rouvriront pas.

Il faut bien compter 33 % des jeunes (soit 1.500) mis à la porte de l'école et jetés à la rue au sortir de la troisième, cette année en Martinique, 37 % étant orientés sur les CET et 30 % dans les lycées. De plus, dans les CET, certaines sections (comme agent administratif, sanitaire et social) n'offrent absolument aucune possibilité d'emploi sur place.

Que réservent les autorités à ces jeunes ? Grossir les rangs des émigrés du BUMIDOM...

Gosier (Guadeloupe) Des locaux scolaires à l'abandon

A Gosier, la situation du CEG est absolument lamentable. Il existe 15 bâtiments différents dans lesquels sont réparties les classes. Ainsi, si un professeur a cours en 3^e, et ensuite en classe de programme allégé, il lui faudra courir sur 6 à 800 mètres ou prendre sa voiture pour arriver à l'heure dans sa classe. Cela entraîne de nombreux retards, et voire des cours de 45 minutes.

De nombreuses classes donnent sur la rue et aux récréations, les élèves se retrouvent sur le petit trottoir ou carrément dans la rue. Faudra-t-il alors attendre qu'un élève se retrouve broyé par un véhicule pour que l'on prenne des mesures ?

La construction de certaines classes a débuté en mai dernier, et jusqu'à présent, près d'un mois après la rentrée, elles sont loin d'être terminées. A cause du manque de salles, il est impossible, dans certains cas, de doubler les classes pour les groupes de travaux dirigés et de travaux pratiques.

De plus, la plupart des salles sont en bois et vétustes ; il y fait une chaleur étouffante. Il y manque souvent des pupitres ou des chaises ; des lattes de bois ont disparu aux fenêtres et, quand il pleut, les élèves sont obligés de se déplacer pour éviter d'être mouillés ; lorsque c'est le soleil qui entre, ils sont obligés de faire de même. L'installation élec-

trique des salles est défectueuse et les risques de court-circuit sont constants, avec toutes les conséquences que cela peut entraîner dans des classes en bois.

Il faut noter que la dégradation du matériel est due à la négligence de l'administration : des fêtes sont organisées dans ces salles et le matériel détérioré n'est pas réparé à la rentrée.

Pour couronner le tout, il n'existe pas de cantine scolaire au Gosier, et ce, depuis plusieurs années. Aux élèves de se débrouiller tant bien que mal pour déjeuner et beaucoup ne mangent qu'un sandwich.

Voilà un aperçu de la situation scolaire au Gosier.

Heures supplémentaires (suite de la page 1)

vaillours à faire jusqu'à 4 heures supplémentaires par jour. A la SMET, la situation n'est guère meilleure, il y a eu des cas de licenciements pour refus des heures supplémentaires. Et ce ne sont que des exemples parmi d'autres. D'autre part, une multitude de petites entreprises profitent de cette conjoncture et baissent la convention collective en payant aux travailleurs un salaire en-dessous de celui dû à leur qualification, quand ils ne refusent pas carrément de les déclarer à la Sécurité sociale.

Alors que ceux qui travaillent sont à la merci du licenciement, le problème des chômeurs paraît insoluble. Cependant, il est possible de sortir de l'impasse. Il ne s'agit pas pour nous d'aménager la situation des chômeurs. Il faut lutter contre le chômage, mal inhérent au système capitaliste. Et les travailleurs de Jardin-Billiard et de la Colas nous ont montré la voie en mai dernier.

Par la lutte, ils ont empêché les patrons de les licencier. Peu de temps après, une cinquantaine de chômeurs qui étaient venus chercher du travail sur le chantier de la SMET au Robert ont lié leur lutte à celle des travailleurs de cette entreprise pour s'opposer aux heures supplémentaires, portant ainsi un rude coup aux pratiques criminelles des patrons de la SMET. Récemment, les travailleurs de la SEGTA grâce à leur mobilisation ont obtenu gain de cause en obligeant la société à réembaucher en priorité sur ses nouveaux chantiers ceux qui avaient été licenciés pendant les vacances.

Certes, ces exemples restent isolés ; cependant ils montrent dans quelle direction orienter dans cette période de crise économique une lutte d'ensemble des ouvriers du Bâtiment contre un patronat rapace qui tient à garder ses profits intacts.

ANTILLES : LES FEMMES REFUSENT DE SE PROSTITUER POUR TROUVER DU TRAVAIL

Le plus en plus nombreuses les femmes se regroupent pour lutter contre la situation qui leur est faite. Elles montrent une grande combativité comme en témoignent bien des luttes récentes, comme en témoigne aussi l'audience des organisations qui ont engagé une activité en direction des femmes.

Les femmes des Antilles ont mille fois raisons de s'organiser. Près de 70 % d'entre elles sont sans emploi. Souvent elles sont responsables d'une famille. Alors elles cherchent, passent des administrations aux mairies, des écoles aux établissements privés, écrivent des lettres. Mais sur 100.000 femmes, près de 20.000 sont déclarées au chômage et 49.000 autres, celles qui n'ont pas eu d'emploi dans les douze mois précédents, sont déclarées « inactives ».

Face à ce chômage, il se trouve des petits chefs ou des employeurs, minables individus, qui

n'hésitent pas à dire crûment aux femmes demandeuses d'emploi qu'elles ne seront embauchées que si elles se livrent à leur bon plaisir. Ce n'est ni plus ni moins qu'une tentative pour contraindre les demandeuses d'emploi à se prostituer.

Lorsque l'embauche a pu se faire malgré tout, il n'est pas rare que les femmes soient menacées de perdre leur emploi ou le perdent réellement si elles n'acceptent pas de passer par les quatre volontés d'un chef.

Les femmes en ont assez de cette situation. Leur colère monte. Elles veulent se battre. Elles ont raison. Il faut qu'elles trouvent le soutien de tous les travailleurs. Il faut que les minables profiteurs de la situation, patrons comme petits chefs soient mis au ban de la société, dénoncés, mis en quarantaine. Les femmes travailleuses ont la force de se faire respecter. Elles se feront respecter.



Pourquoi le gouvernement favorise l'émigration de fonctionnaires

ALORS qu'un grand nombre d'enseignants sont au chômage, le gouvernement colonialiste favorise l'arrivée aux Antilles d'enseignants français, titulaires, en les attirant par de nombreuses primes et des avantages de toutes sortes. Ainsi ce n'est pas moins de 500 demandes qui ont été faites au siège du SNETAA à Paris par des enseignants français du technique pour venir s'installer aux Antilles-Guyane. On compte cette année

18 affectations de titulaires français dans les CET en Martinique, contre 6 l'an dernier.

On sait que cette politique du gouvernement français ne concerne pas seulement l'enseignement mais toute la fonction publique. Alors que des infirmières manquent de travail aux Antilles, alors que des postiers antillais travaillant en France attendent leur mutation pendant des années, on recrute, en France, des candidats.

Que cherche donc le gouverne-

ment si ce n'est de tenter d'aggraver la division entre fonctionnaires d'origine française et fonctionnaires d'origine antillaise de façon à pouvoir dresser les uns contre les autres ?

Cette politique accélérant l'émigration forcée des travailleurs ou des fonctionnaires des Antilles vers la France, tout en favorisant l'immigration est profondément injuste et préjudiciable à tous, sauf aux intérêts politiques du gouvernement colonialiste.

ÉCHOS DE L'ÉMIGRATION

PTT - Paris-Brune : Sécurité, connais pas

Au centre de tri Paris-Brune, mardi 14 octobre 1975, un postier était victime d'un accident de travail.

Notre camarade était en train de soulever un sac de courrier pour l'accrocher au système mécanique de transport des sacs.

Pendant cette opération l'une de ses mains a glissé et a heurté une barre de fer à proximité. Il s'est ainsi fracturé l'avant-bras.

A plusieurs reprises, les postiers ont fait remarquer à la direction que cette façon de procéder n'était pas satisfaisante et qu'il était nécessaire de lui substituer un système de levier permettant l'accrochage des sacs sans que les postiers aient à les soulever.

En tout cas, l'accident survenu à notre camarade montre que les PTT comme n'importe quel

PLM, Gare de Lyon : Quand des petits chefs jouent les « maîtres d'école »

patron répugnent à mettre en place les structures susceptibles de prémunir les travailleurs contre l'accident, parce qu'ils n'y trouvent pas intérêt.

Aux postiers de les leur imposer !

A la ligne, un des services du centre de tri du PLM, les petits chefs ne cessent de se couvrir de ridicule.

Leur dernière invention, c'est de nous faire jouer aux écoliers. Pour nous rendre aux toilettes, ils voudraient bien que nous levions le doigt pour leur en demander la permission. Et bien entendu, ils ne nous font pas grâce de leurs réflexions dès que nous échangeons quelques

mots entre nous. Ils veulent la discipline et l'amélioration du rendement. Alors, pourquoi perdent-ils ce

temps si précieux à gaspiller leur salive en réprimandes. Qu'ils mettent donc un peu la main à la pâte !



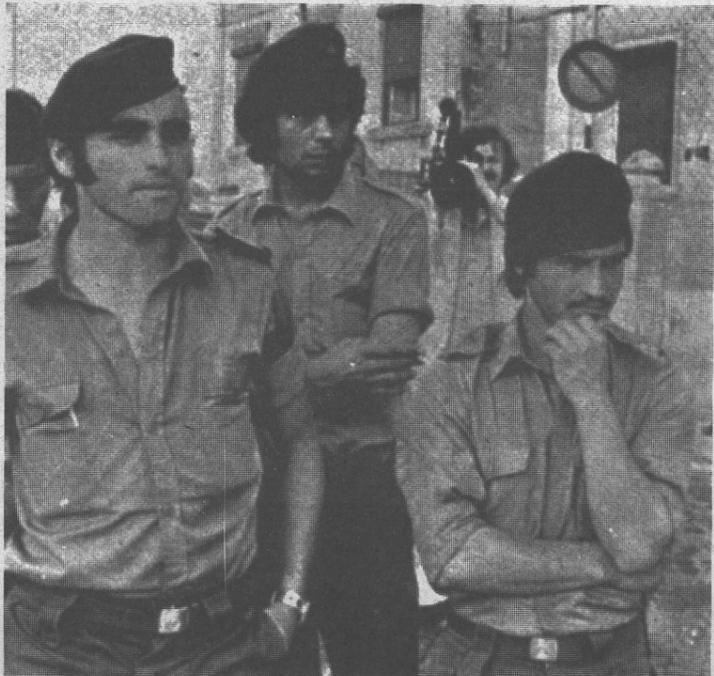
Salpêtrière : Les agents de la cuisine en lutte

A la cuisine de l'hôpital Salpêtrière où travaille une majorité d'Antillais non titulaires, la surveillance n'en fait qu'à sa tête. Nous n'avons pas un horaire de travail fixe. Elle distribue les repas au compte-gouttes et nous vole nos jours de repos supplémentaires.

Aussi mercredi 8 octobre, nous avons fait 1 h 30 de grève. Nous nous sommes rendus au bureau de la surveillante. Elle a refusé ce que nous lui demandions. Alors nous sommes allés à la direction. Le directeur voulait nous recevoir un à un ; mais nous avons réussi à faire entrer dans son bureau plusieurs camarades pour poser nos revendications et lui dire que si dans une semaine elles ne sont pas satisfaites, nous recommencerons.

Portugal :

Le gouvernement incapable de rétablir la discipline dans l'armée



UN régiment au bord de la mutinerie, refusant d'obéir aux ordres de ses chefs, un autre qui annonce son intention ferme de ne pas accepter la mise au pas qui est voulue par le pouvoir, voilà ce qui caractérise la situation actuelle au Portugal.

Tout au long du mois d'octobre se sont déroulées des manifestations où soldats, travailleurs et militants de l'extrême-gauche ont manifesté au coude à coude contre les tentatives du gouvernement de reprendre en mains l'armée par le rétablissement de la discipline.

Leur mouvement s'est d'ailleurs trouvé renforcé par la participation du PCP qui tout en cautionnant la politique du gouvernement — il y participe — ne veut pas se couper de sa base ouvrière et de ses militants. Ceux-ci participèrent semble-t-il en grand nombre aux diverses manifestations

qui se déroulèrent en cette période. Le PCP fut donc conduit à soutenir ces manifestations, louvoyant entre son désir de participer au pouvoir de la bourgeoisie, la peur de perdre son crédit auprès des travailleurs, et sa propre base sensible à la politique des groupes gauchistes. Or c'est justement cette position dans la classe ouvrière qui fait sa force et justifie, aux yeux de la bourgeoisie, qu'il soit appelé à participer au gouvernement, et que l'on compose avec lui.

Face à cette résistance d'une partie des soldats appuyée par les gauchistes et le PCP, le pouvoir s'est montré incapable d'imposer sa volonté.

L'armée demeure divisée et cette situation est favorable aux travailleurs.

A l'heure actuelle aucune tendance de cette armée ne se sent

assez forte pour s'imposer à l'ensemble, ni pour imposer quoi que ce soit à la classe ouvrière.

Aujourd'hui, qui plus est, des milliers de soldats, des ouvriers en nombre de plus en plus grand, refusent d'accepter la politique de normalisation entreprise par le nouveau gouvernement et sont prêts à défendre les acquis de ces derniers mois.

Des liens nouveaux sont en train de se tisser entre soldats et ouvriers.

Cette situation est très provisoire. Il est évident que le gouvernement fera tout pour rétablir la discipline dans l'armée. Aucun Etat bourgeois ne peut accepter longtemps la défaillance d'un de ses principaux corps de répression.

Le rétablissement de la discipline dans l'armée, sous la direction de la caste des officiers, constituerait une menace directe pour la classe ouvrière.

Si les soldats acceptaient de se soumettre de nouveau, sans discuter, la hiérarchie militaire, l'armée serait de nouveau un instrument utilisable pour toutes les aventures. La voie serait ouverte pour un Pinochet portugais.

Alors, il est vital pour la classe ouvrière de profiter du répit pour renforcer ses positions.

Elle s'est déjà donné un grand nombre d'organisations, des comités, des commissions d'habitants ou d'usines. Il faudrait que ces comités se multiplient, il faut qu'ils s'habituent à prendre en charge les problèmes qui intéressent la population. Il faut que, progressivement, ils se transforment en organes du pouvoir.

Le pouvoir des bourgeois est en crise au Portugal. Tout est de savoir maintenant avec quelle rapidité le prolétariat portugais prendra conscience de ce qu'il lui appartient de prendre le pouvoir pour l'exercer au profit de toutes les classes exploitées de la société portugaise.

Liban : la droite veut mettre au pas la classe ouvrière

LES affrontements se poursuivent au Liban, et se font de plus en plus violents, entre les milices d'extrême-droite, d'une part, et la gauche libanaise et les Palestiniens, de l'autre.

Le conflit, que l'on nous présente généralement comme une guerre de religion entre chrétiens et musulmans, est dû en fait à la volonté de la bourgeoisie libanaise de mettre au pas la classe ouvrière en brisant ses organisations et d'en finir avec les Palestiniens.

Pendant longtemps, le Liban a fait figure d'exception, et était

surnommé « la Suisse du Moyen-Orient » pour sa stabilité politique et sa situation financière dans cette région du monde. Mais les choses ont bien changé, le Liban a subi les contrecoups de la crise mondiale, particulièrement sur le plan financier, et surtout les effets de la guerre entre Israël et les pays arabes.

Pour tenter de redresser la situation, une fraction de la bourgeoisie libanaise (essentiellement chrétienne) a décidé de rétablir « l'ordre » par la force, les gouvernements soi-disant démocratiques qui se succèdent se mani-

festant surtout par leur impuissance. Cela impliquait une mise au pas de la classe ouvrière (en majorité musulmane), la destruction des organisations de gauche et la mise en place d'un pouvoir fort. C'est le but que se sont donné les milices d'extrême-droite de Pierre Gemayel, tentant de terroriser la population.

Mais ils trouvent face à eux, non seulement la résistance de la classe ouvrière, mais un obstacle de taille : la présence au Liban de 400 000 Palestiniens, dont beaucoup font partie intégrante de cette classe ouvrière, et qui

n'entendent pas faire les frais d'un nouveau « Septembre Noir », comme en 1970 en Jordanie.

Jusqu'à présent, toutes les tentatives de la droite ont échoué. Mais les affrontements sanglants se poursuivent, et tôt ou tard, il faudra bien que l'un ou l'autre camp l'emporte. La seule solution pour les travailleurs libanais et les Palestiniens, est de mettre en place un Etat débarrassé des exploités. Mais pour en arriver là, il faut encore qu'ils se donnent un parti allant bien au-delà de la gauche traditionnelle et des actuels dirigeants palestiniens.

Il n'y a pas de socialisme sans liberté

LE prix Nobel de la Paix vient d'être attribué à un contestataire de droite du régime soviétique, A. Sakharov. La bourgeoisie française a d'ailleurs profité de l'occasion pour entamer une campagne antisoviétique à la radio et à la télévision. Nous ne devons pas nous étonner du geste antisoviétique du comité qui distribue les Prix Nobel à Oslo. Il s'est déjà déconsidéré à nos yeux en attribuant ce même Prix Nobel de la Paix à Kissinger, un dirigeant du chef de file de l'impérialisme, responsable de guerres, de crimes au Vietnam, au Moyen-Orient, pour ne citer que ces régions. Ce comité ne fait que son travail de conservateur du régime bourgeois de par le monde.

Mais si un homme comme Sakharov a l'audience qu'il a, c'est parce qu'il réclame le rétablissement des libertés démocratiques en Union Soviétique. Et il est bien vrai que les libertés n'existent pas en URSS. Et c'est cela qui est véritablement révoltant. D'autant plus que les dirigeants de



l'URSS osent invoquer le socialisme pour justifier cette absence de liberté. C'est totalement mensonger, l'absence de liberté n'a rien à voir ni avec le socialisme, ni avec l'intérêt des travailleurs. Tout au contraire ! Cette absence de liberté n'est pas dirigée contre un Sakharov seulement, mais aussi et surtout contre la classe ouvrière.

C'est par peur de cette classe ouvrière que la bureaucratie interdit toute liberté, même pour ses propres membres. La classe ouvrière a besoin de liberté. Et si elle avait réellement le pouvoir, elle garantirait la liberté d'opinion même aux nostalgiques de l'Occident bourgeois comme Sakharov. Elle n'aurait rien à en craindre. Les dirigeants de l'URSS font par leurs méthodes répressives sans cesse associées à un langage socialiste, le plus grand tort à la classe ouvrière qu'ils trompent dans le monde entier, en associant à l'image du socialisme celle de la répression.

Pourtant, il ne peut y avoir de socialisme sans liberté.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Marie-Eugène ZOSOR

Adresser
toute correspondance :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR

BP 214
97110 POINTE-A-PITRE.

(GUADELOUPE)
ou BP 386

97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :
Combat Ouvrier

BP 80
93300 AUBERVILLIERS

Impression
Graphie-Press
Epinay-sur-Seine
Commission paritaire

N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :

— ordinaires 1 an : 12 F.

— sous pli fermé 1 an : 15 F.

ANTILLES :

— sous pli fermé 1 an : 15 F.

ETRANGER : écrire au journal.

Tous versements de fonds,

abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC

CCP 32 566-71 La Source